

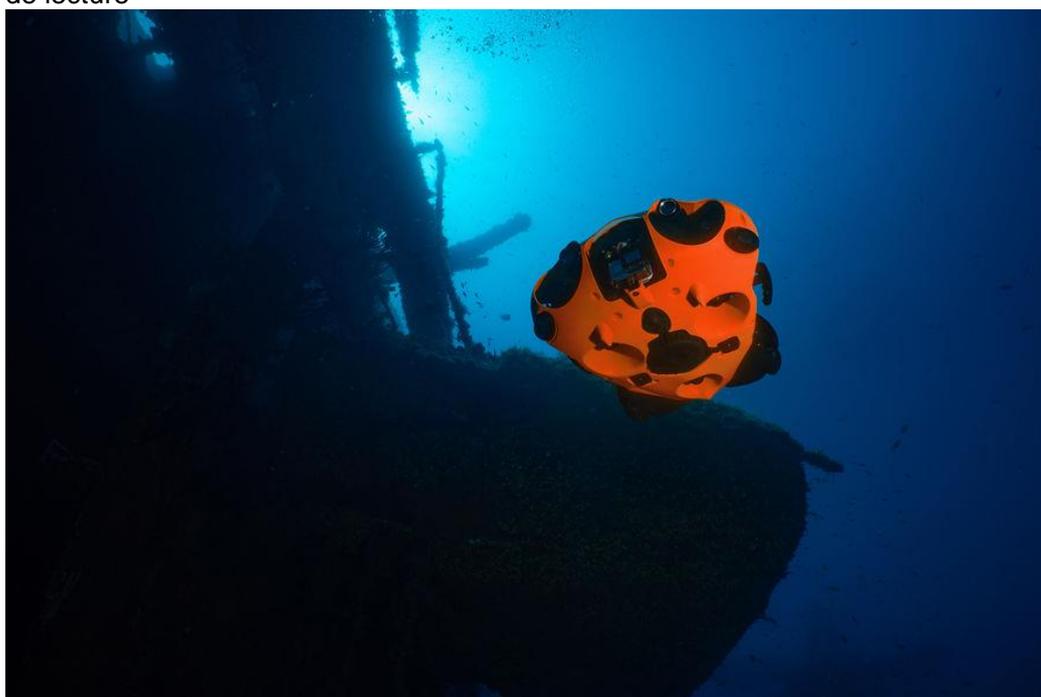
1720 start-up pour 37 000 salariés : le collectif Start-up industrielles dévoile ses premières données

A l'occasion du salon Global Industrie, du 25 au 28 mars à Paris, le collectif Start-up industrielles lance officiellement son baromètre, destiné à mieux documenter les start-up industrielles et leurs problématiques. Avec déjà de premiers résultats confiés à L'usine Nouvelle.

[Marion Garreau](#)

26 mars 2024 \ 06h30

3 min. de lecture



© Notilo Plus - Nicolas Gambini, président du Collectif start-up industrielles, avait cofondé Notilus Plus, spécialisé dans les drones sous-marins en 2016, avant de la revendre à Delair.

Cela fait bien longtemps que les start-up du numérique font entendre leur voix à travers l'association France Digitale. Celles industrielles ont en revanche plus de mal à être audibles. Pour y remédier, le Collectif start-up industrielles (CSI), restructuré en début d'année, a décidé de créer son baromètre, lancé officiellement mercredi 27 mars sur le salon Global Industrie avec la diffusion d'un questionnaire au sein du village des start-up.

« Ce baromètre vise d'abord à recenser les besoins des start-up industrielles, pour leur donner de la visibilité et agir en termes de plaidoyer afin de permettre un développement plus facile et plus rapide de ces jeunes pousses, explique Kareen Maya Levy, administratrice au sein de CSI, qui réunit une communauté de 6000 personnes. Nous allons mener un travail à la fois quantitatif, en faisant tourner l'outil d'IA de la plateforme Motherbase, afin de dessiner un profil précis de ces start-up, et à la fois qualitatif pour comprendre comment elles se développent et avec quelles problématiques. »

Des levées de fonds en progression mais ...

Avec déjà de premières données disponibles. L'association recense 1720 start-up industrielles en France, définies ici par le fait qu'elles développent un produit matériel – les start-up qui proposent une solution numérique à destination des industriels sont donc exclues – pour 37 000 emplois. En termes géographique, 19% sont situées à Paris, soit une concentration bien moindre que pour l'ensemble des start-up, où ce taux atteint 44%. Plus précisément, on les retrouve essentiellement

dans quatre grandes régions : 434 sont situées en Ile-de-France, 313 en Auvergne-Rhône-Alpes, 157 en Nouvelle-Aquitaine et 147 en Provence-Alpes-Côte-D'azur.

« *En termes de financement, si l'on fait le bilan sur les 20 dernières années, les start-up industrielles ont levé 9 milliards d'euros, avec un vrai décollage à partir de 2021, première année où leurs levées dépassent le milliard d'euros, observe Nicolas Gambini, président de CSI. Cela représente environ 14% des fonds levés à l'échelle nationale, ce qui reste insuffisant. Il faudrait qu'elles atteignent 20 à 30% des montants levés vu l'intensité capitalistique des start-up industrielles.* »

... « parler prototypage reste un repoussoir énorme »

D'autres indicateurs montrent en effet une amélioration de l'accès aux financements. Dans son baromètre publié le 20 mars, Bpifrance note que les jeunes pousses industrielles et à vocation industrielle – donc encore au stade de R&D – ont bénéficié d'une hausse de 11% des montants collectés en 2023 par rapport à 2022, pour un total d'environ 4,2 milliards d'euros en 235 levées. Soit environ la moitié des opérations réalisées l'an passé par la French Tech en valeur.

Mais attention « *aux gros arbres qui cachent la forêt* », alerte Nicolas Gambini. « *La hausse des montants levés est surtout due à quelques très grosses levées de fonds, comme Verkor pour sa gigafactory [qui a levé 2 milliards d'euros en septembre]. On le voit dans toutes les régions où les levées de fonds des start-up industrielles connaissent un pic : en Nouvelle-Aquitaine, il y a Voltaero et ACC, dans les Hauts-de-France Exotec, en Normandie Robocath, ... Dire qu'on fait du hardware n'est plus un gros mot mais ce n'est pas facilitant. Parler prototypage reste un repoussoir énorme pour les acteurs du venture-capital.* » Les deux représentants de CSI savent de quoi ils parlent. Nicolas Gambini a cofondé en 2016 Notilo Plus, une start-up de drones sous-marins, revendue en 2023 à Delair. Kareen Maya Levy, elle, a cofondé en 2019 une start-up d'électroménager durable et made in France, Kippit, qui fut liquidée en 2022.

« Un vrai problème de destruction des actifs »

« *Que des start-up industrielles soient au bord de la faillite, on l'a bien en tête, admet Kareen Maya Levy, interrogée sur l'alerte lancée en octobre sur les difficultés financières des start-up industrielles par Start Industrie – l'autre association de start-up industrielles, avec qui le CSI assure « travailler en bonne intelligence ». « L'association 60 000 rebonds accueille chaque mois de nombreux startups. La faillite est un gros sujet, que j'ai moi-même connu.* »

Des faillites plus problématiques que dans le numérique, où un fort taux d'échec est facilement accepté. « *Il y a un vrai problème de destruction des actifs, considère Nicolas Gambini. Une start-up industrielle crée des savoir-faire, des compétences, une propriété industrielle... qui partent dans la nature si elle ne trouve pas de repreneur – ce qui est très compliqué car le produit est rarement fini quand elle se retrouve en faillite. Et tous les investissements précédents, des sommes non négligeables, sont aussi perdus. Ce serait intéressant d'avoir une stratégie nationale à ce niveau-là, pour valoriser ce qui peut l'être, notamment les machines.* » C'est l'un des sujets, avec l'amélioration des mécanismes de financement, que le collectif ne devrait pas manquer de porter auprès des décideurs.